

La mémoire en héritage

Bernard Genest

Numéro 50, été 1997

Le Québec se souvient-il? Conserver la mémoire, la tradition, le geste

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/8156ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Éditions Cap-aux-Diamants inc.

ISSN

0829-7983 (imprimé)

1923-0923 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Genest, B. (1997). La mémoire en héritage. *Cap-aux-Diamants*, (50), 10–14.

La mémoire en héritage



par Bernard Genest

Jean-Baptiste Métivier, le dernier d'une longue lignée de forgerons d'art, dans son atelier de Buckland en 1977. (MCCQ).

La culture est à la fois un legs qui nous vient d'une longue tradition et un projet à reprendre; en un certain sens, elle n'est rien d'autre qu'une mémoire.
(Fernand Dumont, *L'avenir de la mémoire*, 1995)

Une fabrique de tabac centenaire ferme ses portes faute de relève. Une entreprise de fabrication de petites embarcations de bois cesse ses activités en raison de l'âge avancé de ses propriétaires. Le dernier maître tanneur d'une longue tradition familiale abandonne sa pratique pour cause de maladie. Autant d'entreprises qui, hier encore, participaient à l'économie de leur village, de leur ville ou de leur région et qui, du jour au lendemain, disparaissent de l'environnement social et économique qui les a vu naître. Pertes financières, perte d'emplois, mais aussi appauvrissement social et culturel : des compétences techniques, des connaissances non écrites et non consignées, des savoirs et des savoir-faire qui ne se transmettent plus, une mémoire perdue.

Les coutumes et les traditions sont au cœur même de cette mémoire qui, d'une génération à l'autre, nous est laissée en héritage. De cette mémoire qui donne sens et identité à l'existence des communautés dans le monde. Lorsque s'effrite la tradition, c'est aussi la mémoire qui se perd, le sens de l'appartenance et de la cohésion sociale.

Dans l'actuel contexte de la mondialisation et de l'uniformisation des produits et de la pensée, et devant l'envahissement grandissant des technologies modernes, rien n'est moins évident que de maintenir vivantes les traditions. Même lorsque celles-ci sont depuis toujours associées à l'identité culturelle des peuples. Entendons-nous bien! Les sociétés, heureusement, évoluent; elles sont en continuel renouvellement, s'adaptant aux situations, se transformant par l'abandon de certaines pratiques devenues désuètes ou obsolètes, au profit de nouvelles façons d'être et de faire. Toutes les sociétés ont connu et connaissent de tels mouvements qui les confirment dans leur existence ou les amènent à disparaître. Mais ce qui inquiète de plus en plus de personnes, d'organismes et de gouvernements à travers le monde, c'est que pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, les changements se produisent à une vitesse telle que les valeurs traditionnelles des communautés se perdent au profit de valeurs empruntées à d'autres cultures qui sont souvent sans aucun lien avec leur histoire.

La mémoire : un processus de transfert de valeurs

Jusqu'à récemment, la mémoire évoluait lentement, selon un processus qui permettait le trans-



fert des valeurs d'une génération à l'autre. Les technologies modernes ont complètement modifié ce processus. Les changements s'effectuent désormais à un tel rythme que la notion de passé fait aujourd'hui davantage référence à hier, plutôt qu'à jadis ou à autrefois. Les nouvelles technologies transportent l'information d'un coin à l'autre de la planète en l'espace de quelques secondes : Internet est l'exemple par excellence de la rapidité avec laquelle l'information voyage. Les technologies ont transformé le monde en un «village global» : aucune société n'avait encore connu pareil phénomène.

Depuis quelques années, plusieurs pays ont été amenés à se pencher sur le phénomène de l'effritement des valeurs traditionnelles. Déjà, en 1982, à la Conférence mondiale sur les politiques culturelles tenue à Mexico, l'UNESCO avait soulevé le problème de la survivance des cultures dites «populaires» dans le monde. Jamais encore, on ne s'était inquiété de la transformation et de la disparition des pratiques traditionnelles au point de craindre un appauvrissement sur le plan mondial. C'est à la suite de ce constat que fut soulevée la question de l'élargissement de la notion de patrimoine à «l'ensemble de la tradition culturelle». Pour la première fois, en effet, on convenait que les politiques devant contribuer à la sauvegarde du patrimoine culturel devaient aussi inclure les manifestations immatérielles de l'héritage collectif des peuples.

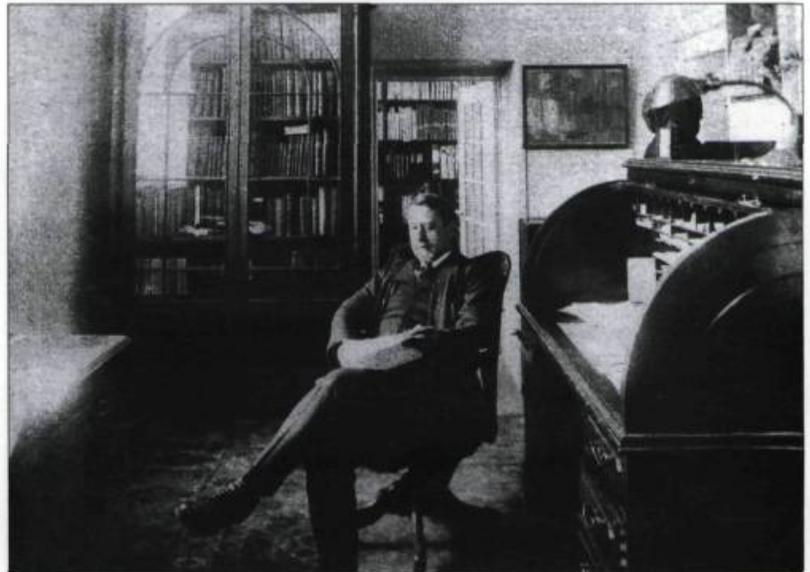
Jusque-là, et depuis qu'est apparue dans le monde une certaine forme de préoccupation pour la sauvegarde du patrimoine, la tendance était de s'intéresser davantage à la conservation et à la mise en valeur des monuments, œuvres d'art et objets archéologiques et historiques, qu'aux savoirs et savoir-faire qui sont pourtant à l'origine de ces témoignages du passé. D'énormes efforts ont été consentis dans le monde pour sauver et mettre en valeur les vieilles pierres et les artefacts. Mais bien peu encore ont été consacrés à la sauvegarde des connaissances et des habiletés qui ont pourtant présidé à la construction du patrimoine universel.

Construction d'une mémoire collective

La problématique soulevée par l'UNESCO est donc celle de la préservation des ressources culturelles des peuples transmises par le geste et la parole. Sur le plan sémantique, on a mis beaucoup de temps à préciser le vocabulaire. On a d'abord parlé de *folklore*, de *culture populaire*, de *pratiques culturelles traditionnelles*, puis de *traditions vivantes*, de *savoirs* et de *savoir-faire*, pour retenir enfin l'expression *patrimoine immatériel*. Toutes ces expressions tentent de cerner une même réalité, plus ou moins circonscrite et définie : elles traduisent une réalité indissociable de l'identité culturelle des peuples. Ce

patrimoine qu'on qualifie désormais d'*immatériel* est depuis reconnu comme étant universel par l'UNESCO (Conférence de Paris, 1989). On fera valoir que le concept n'était pas nouveau, que les folkloristes s'étaient intéressés au phénomène bien avant que l'UNESCO ne pose le geste de l'inclure dans sa définition du patrimoine universel. On ne saurait, bien sûr, ignorer l'œuvre des folkloristes de la fin du XIX^e et de la première moitié du XX^e siècles qui, en Europe comme au Québec, ont consacré leur vie à la collecte et à l'analyse de la culture populaire.

Édouard-Zotique Massicotte (1867-1947), archiviste de la ville de Montréal. En raison du caractère scientifique de sa démarche, Massicotte peut être considéré comme le premier véritable folkloriste québécois. (Archives nationales du Québec à Québec, P600-6/GH-470-157).



Sans faire l'historiographie du folklore au Québec, rappelons l'importance du travail accompli par des chercheurs tels que Édouard-Zotique Massicotte, Marius Barbeau, Robert-Lionel Séguin, Luc Lacourcière. Ces chercheurs ont participé à la construction d'un corpus muséal et archivistique, et ils ont fait avancer la connaissance dans leur spécialité respective. Édouard-Zotique Massicotte (1867-1947), archiviste à la ville de

Musiciens traditionnels au Carrefour mondial de l'accordéon de Montmagny. Photo : Louise Leblanc, 1992. (MCCQ).



Montréal, a consacré trente-cinq ans de sa vie à recueillir et à documenter les us et coutumes de ses concitoyens de la grande région de Montréal. Auteur de nombreux articles parus dans des revues scientifiques et populaires (dont *L'Almanach du Peuple*), il s'était donné pour tâche de sauver nos traditions populaires de l'oubli. Pour sa part, Marius Barbeau (1883-1969), anthropologue au Musée national de l'Homme, fait œuvre de pionnier, dans le domaine du folklore et des arts populaires, en rassemblant et en documentant d'importantes collections de culture

des œuvres d'art; celle de Jean-Marie Gauvreau (1903-1970), directeur de l'École du meuble de Montréal, et aussi responsable d'un inventaire des ressources naturelles et industrielles du Québec. Toutes ces personnes, et bien d'autres encore, ont participé à la construction de la mémoire collective des Québécois.

Conservation et transmission de la mémoire vivante

Il existe toutefois une énorme différence de perception entre le regard posé par ces chercheurs (à l'exception de Gauvreau qui poursuivait des objectifs économiques) sur leur objet d'étude et les approches récentes.

Pendant longtemps, en effet, les chercheurs se sont intéressés aux pratiques culturelles traditionnelles dans la mesure où ces pratiques leur paraissaient être des survivances du passé. Leur but était de conserver la mémoire du passé, non pas de la maintenir vivante. Convaincus de la disparition imminente des pratiques culturelles qu'ils recueillaient, ces chercheurs n'avaient d'autres choix que de les « muséifier » et de les cataloguer dans des fonds d'archives. Le temps a finalement démontré que la culture populaire est plus profondément ancrée dans la mémoire des peuples qu'elle ne paraissait l'être. Alors pourquoi intervenir, pourquoi mettre en place des mesures de soutien? Parce que les contextes qui prévalaient alors ont changé, parce que les nouvelles technologies, aussi prometteuses soient-elles, favorisent aussi le nivellement des cultures, parce que les conditions sociales et économiques qui hier encore permettaient les transferts de savoirs, n'existent plus. Le consensus général est à l'effet que la situation est critique et qu'il y a caractère d'urgence.

La problématique actuelle pose donc le problème de la conservation de la mémoire sur un autre plan : celui de la transmission. Les Américains ont compris depuis longtemps l'importance de protéger et de stimuler les particularités nationales. Ils ont développé des politiques (*L'American Folklife Preservation Act, 1976*) et des programmes (dont celui des *Masters of Traditional Arts*) qui favorisent la reconnaissance des personnes par qui se transmet la tradition. Ils ont sans doute aussi été les premiers à introduire le concept de la recherche-action. L'idée de base est simple : elle suppose que les informations obtenues lors de recherches sur le terrain soient retournées à la population après leur traitement et leur analyse. La diffusion des connaissances sous forme de publications, de productions audiovisuelles et d'expositions, sont parmi les moyens utilisés pour rendre à la population, de façon organisée, l'information brute recueillie. L'objectif est de susciter dans la population une prise de conscience des valeurs qui



Le maître fromager Albert Perron dans son entreprise de Saint-Prime au Lac-Saint-Jean. Un savoir-faire reposant sur des connaissances à la fois empiriques et scientifiques, transmises par filiation. Photo : Louise Leblanc, 1992. (MCCQ).

matérielle dont la valeur documentaire et l'intérêt scientifique demeurent tout aussi valables aujourd'hui qu'ils ne l'étaient au moment de leur collecte. Luc Lacourcière (1910-1989) fonde en 1947 les Archives de folklore de l'Université Laval. Avec l'aide de collaborateurs, il monte le plus important fonds d'archives sur les traditions populaires des francophones en Amérique du Nord. De son côté, Robert-Lionel Séguin (1920-1982), premier ethnohistorien de la culture matérielle, entreprend une tâche colossale en retraçant dans les actes notariés les informations relatives aux faits, gestes, us et coutumes des « habitants » des XVII^e et XVIII^e siècles. Il s'intéresse aussi d'une façon particulière aux objets du quotidien qu'il rassemble à titre documentaire. Sa collection, l'une des plus importantes sur la civilisation traditionnelle du Québec, est à l'origine de la collection du Musée des arts et traditions populaires de Trois-Rivières. Mentionnons aussi l'importante contribution de Pierre-Georges Roy (1870-1953), historien et premier secrétaire de la Commission des monuments historiques créée en 1922; celle de Gérard Morisset (1898-1970), ancien directeur du Musée du Québec, responsable d'un vaste projet d'inventaire



lui sont propres. Les pays scandinaves, dont la Suède et la Norvège, ont également contribué, surtout sur le plan muséologique, à la mise en valeur de la culture populaire en développant des formules qui associent les ressources du patrimoine aux ressources du milieu physique et naturel. Pour relancer son industrie touristique et consolider l'économie des régions, la France a de son côté développé toutes sortes de mécanismes qui puisent aux sources de la tradition. Des stratégies ont été élaborées dans le but spécifique de favoriser le maintien d'activités traditionnelles associées à l'image de marque des régions culturelles. En conciliant les objectifs de sauvegarde du patrimoine à des objectifs économiques, les stratégies développées contribuent à la pérennité de pratiques traditionnelles fragilisées par le nouvel environnement économique. Ces stratégies reposent pour l'essentiel sur l'utilisation maximale des structures et des équipements existants (musées, centres d'expositions, sites et bâtiments historiques, lieux de formation) de même que sur l'utilisation des ressources du milieu : artistes, artisans, associations et organismes, chambres de commerces, etc. Les moyens développés — salons, expositions, chantiers, ateliers d'apprentissage et de création, campagnes de promotion, création de circuits culturels — visent le développement touristique et la mise en marché de produits de qualité à l'intérieur d'un réseau de villes et de villages qui partagent un même intérêt pour l'histoire et la culture. Le gouvernement français a aussi instauré un programme (*Maîtres d'art et de tradition*) dans le but de sauvegarder des savoir-faire «uniques». Inspiré du modèle japonais des *HOLDERS*, il vise le transfert de compétences par la pratique et l'enseignement.

La culture au quotidien

Le Québec ne peut sans doute pas prétendre à la même pérennité que l'Europe en matière de traditions. Mais il n'est pas pour autant dépourvu de ressources, bien au contraire. Celles-ci sont nombreuses et réparties dans toutes les régions de la province : pratiques agricoles, activités d'exploitation des ressources maritimes, des mines et des forêts, métiers du bois, de la pierre, du cuir, des textiles et du verre, activités domestiques, artisanales et artistiques. Autant de savoirs et de savoir-faire étroitement associés à l'histoire sociale et économique de ses régions. On pense à Verchères et la fabrication des chaloupes; à Montmagny et ses traditions relatives à l'accordéon; à Drummondville et le folklore mondial; à Saint-Jean-Port-Joli et la sculpture sur bois et la batellerie miniaturisée; à la région de Charlevoix avec la fabrication du papier et les arts populaires; à Saint-Laurent de l'île d'Orléans et ses traditions maritimes. Autant de lieux d'histoire et de mémoire.

Le secteur d'activités est vaste : il porte sur l'ensemble des pratiques traditionnelles. Ces pratiques couvrent le champ des us et coutumes, de la musique, de la littérature, de la danse, des langues et des sciences populaires. Elles réfèrent aussi à des techniques, à des activités domestiques, à des activités d'exploitation et de transformation, de même qu'aux modes de transport et de communication. Il s'agit toutefois de pratiques vivantes qui participent à la dynamique sociale et économique des communautés dont elles sont issues. L'entreprise de tabac J.O. Forest



Les Messervier, père et fils, facteurs d'accordéons, dans leur atelier de Montmagny. L'art de combiner un savoir-faire technique à des compétences musicales.
Photo : Louise Leblanc, 1992.
(MCCQ).

de Saint-Roch-de-l'Achigan poursuit ses activités en dépit d'une conjoncture difficile et contribue à maintenir des emplois et à développer des marchés pour les producteurs de la région. La fromagerie Perron, de Saint-Prime au Lac-Saint-Jean, participe au développement de l'économie locale et régionale depuis plus de cent ans. Les Messervier, pères et fils, facteurs d'accordéons de réputation internationale, contribuent au rayonnement culturel de la région de Montmagny. Le conteur, Ernest Fradette, de Saint-Raphaël-de-Bellechasse donne vie, à l'occasion de fêtes et de festivals, aux histoires de Ti-Jean que lui racontait son père. Dans sa scierie-menuiserie de Vallée-Jonction, Paul-Henri Cliche, fils et petit-fils de menuisiers, a transmis à son propre fils le goût de la *belle ouvrage*. Ce sont là quelques exemples, parmi d'autres, de personnes et d'entreprises qui perpétuent des savoirs et des savoir-faire qui continuent de contribuer à la vie économique de leur milieu en dépit des changements que leur imposent les nouveaux con-



Des employés de la «manufacture de tabac J. O. Forest et Cie enr.», de Saint-Roch-de-l'Achigan, procédant au broyage des feuilles. L'entreprise centenaire est l'une des dernières fabriques du Québec à préparer le tabac de façon artisanale. Photo : Louise Leblanc, 1992.(MCCQ).

textes économiques. Ces pratiques s'actualisent à travers des personnes : les *porteurs de traditions*. Le porteur de traditions est l'agent transmetteur par qui se perpétue la mémoire des savoirs et des savoir-faire.

Comme le dit l'ethnologue d'art Jean Simard dans sa préface à un ouvrage consacré aux savoirs et savoir-faire, «il y a une chaîne du patrimoine comme il y en a une des aliments et c'est l'homme et la femme qui en sont l'ultime fin» (Simard dans Lamontagne, 1994). Dans la mesure où le porteur de traditions peut transmettre son savoir à plus jeune que lui, il participe à la construction et au maintien de la mémoire collective. Mais lorsque les conditions ne sont plus favorables à ce transfert, c'est à court terme la fin de quelque chose ou, pour employer une image assez répandue, l'équivalent d'«une bi-

bliothèque qui brûle». D'où l'importance des mesures et des programmes qui favorisent la transmission du savoir.

À l'ère du partenariat et de la mise en commun des ressources, la formule du réseautage semble être une réponse intelligente à la nécessité d'associer le développement culturel au développement économique des régions. Elle permet de rassembler les représentants des différents milieux (gouvernemental, municipal, associatif, scolaire) autour de projets structurants de développement régional : circuits touristiques axés sur des thématiques particulières, ouverture de nouveaux marchés pour des produits de qualité, préparation de salons et d'expositions présentant au public des savoir-faire oubliés, création de lieux de formation et de production. Le Québec possède un réseau d'institutions, de sites et de monuments historiques qui doivent aussi être mis à contribution. Par ailleurs, la formule développée par la Fondation des économusées du Québec est sans doute le meilleur exemple de ce qui peut être fait pour stimuler la préservation et l'utilisation des savoirs et des savoir-faire dans une perspective de développement durable. ♦

Pour en savoir plus :

Fernand Dumont. *L'avenir de la mémoire*. Québec : Nuit blanche éditeur, 1995, 96 p.

Sophie-Laurence Lamontagne (sous la direction de Bernard Genest). *Le patrimoine immatériel, méthodologie d'inventaire pour les savoirs, les savoir-faire et les porteurs de traditions*. Québec : Ministère de la Culture et des Communications, 1994, 132 p.

Jean Simard, dans *Guide d'inventaire des objets mobiliers*. Québec : Ministère de la Culture et des Communications, 1994, p. 85-101.

Bernard Genest est ethnologue au ministère de la Culture et des Communications.

« LA PAROISSE RURALE D'AUTREFOIS »

Musée François-Pilote

ETHNOLOGIE QUÉBÉCOISE, AGRICULTURE, MÉTIERS ET HABITATION (SUR 4 ÉTAGES)

LA POCATIÈRE, SORTIE 439 (À L'ARRIÈRE DU COLLÈGE). OUVERT DE 9 H À 17H.



☎ (418) 856-3145

Martin Beaulieu Graphiste

418-641-0725

